

Il y a ce que le gouvernement décide, du haut de son projet politique réactionnaire et favorable aux seules élites, et il y a la réalité des élèves et des personnels, qui subissent au quotidien les effets de cette destruction progressive de l'école publique.

Où va l'argent, où il ne va pas.

Depuis 2019, le gouvernement fait le choix d'investir des milliards pour mettre au pas la jeunesse avec le SNU (Service national universel). Devant son manque de succès, il le rend cette année quasi obligatoire en début de lycée.

Ces milliards, l'école publique en aurait bien besoin... Autour de moi, le manque d'investissement dans l'école est révoltant, tout d'abord à l'échelle des personnels. Les collègues AESH viennent travailler malades, ou négocient pour étaler les retraits de salaires dus aux journées de carence, ou prennent également un autre travail, sur le temps du midi ou des vacances scolaires, pour joindre les deux bouts. Du côté des jeunes, leur état de santé mentale ou physique se dégrade et les personnels manquent pour les accompagner. C'est effroyable de le constater, chaque semaine, parfois chaque jour, et de se sentir si impuissant-es, et de sentir la rage monter contre l'inaction gouvernementale.

Aujourd'hui, le gouvernement, associé à certaines municipalités (4 dans les Yvelines), communique sur sa volonté d'investir dans les écoles... au moyen d'uniformes financés par l'argent public.

Les besoins d'investissement sont pourtant bien différents, remontés incessamment par les personnels et les familles : dans certaines de ces communes, le papier pour les photocopies est limité, les toilettes sont vétustes, le chauffage ne fonctionne pas correctement, la peinture s'écaille, quand ce ne sont pas des fuites d'eau qui abîment les murs. Pour cela par contre, on ne voit jamais les pouvoirs publics, nationaux ou locaux, se bousculer. Bien au contraire, ils ne cessent de tergiverser et se renvoyer indéfiniment la balle pour savoir qui décidera et financera des travaux.

Selon ces mêmes politiques, l'uniforme permettrait de lutter contre les inégalités.

Autour de moi pourtant, je n'ai jamais entendu les personnels de l'éducation désigner la tenue vestimentaire comme source des inégalités. Tout au plus en est-elle l'un des signes.

Les inégalités, autour de moi, elles prennent diverses formes bien plus préjudiciables à la scolarité des jeunes : la difficulté à acheter le matériel nécessaire (du cahier au livre de lecture en passant par la solide paire de baskets) ; le fait de venir au collège le ventre vide ou sans vêtements suffisamment chauds ; des logements insalubres ou étriqués, où étudier n'est pas possible ; un accès inégalitaire à la culture ; mais aussi, trop souvent, un refus de scolarisation des élèves handicapés.

Les inégalités, dans nos bahuts, elles s'accroissent plutôt du fait des classes surchargées, qui empêchent d'accompagner chacun-e à la hauteur de ses besoins. Elles s'entretiennent par tout un jeu de comparaison, de compétition et de stéréotypes toujours défavorables aux plus fragiles d'entre les élèves, et savamment orchestré par les politiques de l'évaluation.

Et aujourd'hui, c'est la réforme des collèges qui vient nous frapper de plein fouet.

Pour le gouvernement, trier - stigmatiser ! - les élèves par « niveau » va permettre de lutter contre les inégalités à l'école (on va finir par croire que c'est vraiment important pour ce président des riches et cette ministre de la bourgeoisie...).

Autour de moi, les effectifs continuent d'augmenter, les classes de fermer, les postes de ne pas être pourvus, les collègues de souffrir de ne pouvoir accompagner tou·tes les jeunes de manière digne. Nous le savons pourtant : pour lutter réellement et éthiquement contre les inégalités, il faut diminuer les effectifs par classe, au bénéfice de tou·tes les jeunes. Ce n'est que de cette manière, et avec suffisamment de personnels, que nous pourrions accueillir, écouter, soutenir, encourager chaque élève, sans distinction liée à leur prétendu niveau, à leur classe sociale, à leur origine ou encore à leur handicap.

Février 2024, Yvelines : comme d'habitude, les stratégies politiques font le choix du M'as-tu-vu, du clinquant. Mais aujourd'hui, j'ai comme l'impression - une impression au goût rance - que cette poudre aux yeux est en passe d'être remplacée par un nouveau choix : celui des propositions les plus réactionnaires.

Pour des choix éducatifs qui soient au bénéfice de tou·tes, nous ne pouvons pas compter sur ce gouvernement, nous le savons.

C'est pourquoi je serai en grève mardi 6 février, comme tant de mes collègues déterminé·es à poursuivre la lutte contre les mesures réactionnaires et destructrices de l'école publique de ce gouvernement. Pour les jeunes comme pour les personnels, nous n'aurons que ce que nous prendrons!

Jacqueline Triguel, Questions de classe(s), Cuse, SUD éducation 78